

AVANTAGE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

VOTER Parti Communiste Internationaliste

c'est voter pour :

LA DÉFENSE DU POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEURS
Par l'établissement d'un salaire minimum vital (7.400 fr. par mois ou 42 fr. 65 de l'heure) garanti par l'ÉCHELLE MOBILE. (Les salaires doivent suivre le coût de la vie.)

LA STABILISATION DES PRIX
Par le contrôle des délégués ouvriers sur les livres de comptes.
Par la suppression du secret commercial.

UN MEILLEUR RAVITAILLEMENT POUR LES MASSES LABOURIEUSES
Par le contrôle des « Comités populaires du Ravitaillement » (petits paysans, ouvriers, ménagères, petits commerçants) sur la production et la distribution des marchandises.

LA DÉFENSE DE LA PETITE PAYSANNERIE
Contre les gros propriétaires terriens et les trusts des engrais, des assurances, de la minoterie, etc.
Pour la terre à ceux qui travaillent.
Pour la revalorisation des produits agricoles.
Pour la modernisation de l'outillage.
Pour le crédit à bon marché.
Pour l'application des lois sociales à la petite paysannerie.

LA DÉFENSE DU PETIT COMMERCE
Contre les exactions du fisc, des grossistes et des trusts.
Pour le dégrèvement fiscal.
Pour la suppression des intermédiaires.
Pour l'extension des lois sociales aux petits commerçants.

LA REMISE EN ROUTE DE LA PRODUCTION
Par l'établissement d'un Plan de Production de la O.G.T.
Par le contrôle ouvrier sur la production.
Par l'expropriation des banques, des assurances et des grandes entreprises. (Seuls les petits porteurs seront indemnisés.)

LA DÉFENSE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES
Par les milices ouvrières préparant l'armement du peuple contre les bandes fascistes renaissantes.
Par un gouvernement communiste-socialiste-C.G.T. soutenu et contrôlé par la classe ouvrière, organisée dans ses comités.

L'INDÉPENDANCE DES PEUPLES COLONIAUX
Pour le retrait immédiat des troupes françaises et d'occupation du Viet-Nam, de l'Afrique du Nord et de l'Empire.
Pour la reconnaissance du gouvernement du Viet-Nam et de l'intégrité de son territoire.
Pour l'élection libre d'une Constituante nationale algérienne.

LES ETATS-UNIS SOCIALISTES SOVIÉTIQUES D'EUROPE
Seule issue pour tirer l'Europe du marasme, pour briser l'encerclement de l'U.R.S.S. et pour écarter le danger d'une troisième guerre mondiale.

VOTEZ POUR LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, LE PARTI MONDIAL DE LA RÉVOLUTION PROLÉTAIRIENNE.

EDITORIAL

Comment ne pas isoler la classe ouvrière des classes moyennes

par Jean MARCOUX

TOUT comme Léon Blum à la veille des élections d'octobre 1945, Daniel Mayer reprend dans le Populaire, à la veille de la nouvelle consultation électorale, la critique du Parti stalinien.

Le moment choisi et le ton de la critique montrent bien les préoccupations électoralistes de son auteur.

L'acérée critique du Populaire ne reproche pas, bien sûr, à Thorez ou à Cachin leur politique de collaboration de classes. Comment pourraient-ils le faire puisque les réformistes, précurseurs en la matière, sont attachés autant que les staliens au char de la coalition avec le M.R.P. ?

Le critique reproche au contraire aux staliens leur patriotisme à « éclipses » et le fait qu'ils soient toujours au service de la bureaucratie du Kremlin. A ceci, Daniel Mayer ajoute la critique d'absence de démocratie intérieure dans le P.C.F. et celle des méthodes sans scrupules des dirigeants staliens. Sur ces deux derniers points, sans conteste, il frappe juste. Mais ces deux derniers arguments ne lui servent que pour reprendre par la bande l'accusation que formule l'ensemble de la bourgeoisie contre les staliens, à savoir que le P.C.F. n'est qu'un « parti étranger » échappant complètement à tout contrôle.

En plaçant toute sa critique sur ce terrain, Daniel Mayer veut gagner les couches petites-bourgeoises toujours sensibles à l'argument de l'étranger, et faire appel sur ce point, autant que les réactionnaires, à l'esprit xénophobe.

LES réponses de l'Humanité constituent elles aussi tout un programme. Cachin ou Cogniot ne nient pas l'absence de démocratie dans le P.C.F. ; ils se bornent à retourner, et eux aussi avec justice, cette même critique contre la S.F.I.O. « Et chez vous, est-ce qu'il y a de la démocratie dans votre Parti ? Vous aussi vous prenez des décisions sans consulter la base. Alors ? » répondent en substance, les éditorialistes de l'Humanité.

Mais le P.C.F., autant que la S.F.I.O., se trouve d'abord précipité par l'idée de conquérir les voix des larges couches de la



Une vue de la tribune au grand meeting du 16 mai à la Mutualité.

La D. G. E. R. c'est De Gaulle (II)

LES PREMIERS PAS de la GESTAPO GAULLISTE

LES journaux continuent à publier çà et là des informations sur « l'affaire Passy » et la D.G.E.R. Mais aucun n'ose dire ouvertement que la D.G.E.R. est au service de De Gaulle ; créée et couverte par lui, elle n'a fait qu'écrire sa politique. Aucun n'ose dire que cette politique du général consiste à étrangler les libertés ouvrières et à nous ramener sur le chemin de Vichy.

Dans les caves de Duke Street
La D.G.E.R. s'appelait à l'origine B.C.R.A. C'est sous ce nom qu'elle « opérait » à Londres dès 1940.

A sa tête se trouvait, nommé par De Gaulle, le colonel de Wavrin, dit Passy, caennais et ancien collaborateur de Deloncle. Passy s'en vante, bien entendu, de toute une équipe de caennais.

Les journaux ont laissé entendre que l'occupation de la B.C.R.A. se limitait à certains « services ». La vérité est que les crimes de la B.C.R.A. sont innombrables et que ses méthodes n'ont rien à envier à celles de la Gestapo. Quelques faits :

1° Roger de Ginat, prisonnier évadé, résistant dans la métropole, puis en Afrique du Nord, prisonnier à nouveau et de nouveau évadé des gères vichystes de Casablanca, arrive en Angleterre en décembre 1942. Il est reçu par De Gaulle personnellement. Mais Ginat se montra peu... simple ! Il se prit aux agents néo-fascistes qui se trouvaient dans la B.C.R.A. et refusa de donner les noms de ses camarades de France. Il fut « matraqué » et enfermé dans les caves du B.C.R.A., à Duke Street, en décembre 1942. De là, il fut transféré à la prison militaire de Camberley ;

2° Un autre Français, membre de l'Intelligence Service, qui « passa » par les caves de Duke Street et qui poursuivait par la suite ses tortionnaires devant les tribunaux britanniques, donna les détails suivants sur les traitements qu'il subit : « In-

terrogé sous une lumière vive, il regardait la lumière et se détestait jusqu'à la nausée. Alors les capitaines Wybot et Girard lui donnaient de nombreux coups de poing dans la figure et le battaient avec une vergue d'acier recouverte de cuir, sur la chute des reins, prenant garde de ne pas le frapper sur le front où de sa blessure montaient, précédemment, lui causant des douleurs atroces. Ils menacèrent de le tuer et de violer une jeune fille de ses amies ;

3° Un soldat français fut trouvé « pendu » dans les caves de Duke Street dans des conditions qui ne laissent aucun doute qu'il s'agit d'un suicide simulé !

4° Le docteur Ségat était médecin chef de la place de Londres pour les F.R.L. Il fut des démolés tragiques avec le B.C.R.A. pour avoir refusé de délivrer des « permis d'inhumer » pour des « suicidés » trouvés dans les caves de Duke Street. L'affaire fit grand bruit et obligea de protéger le docteur Ségat auquel le B.C.R.A. « monta une affaire », « découvrant » qu'il n'avait pas les diplômes suffisants pour exercer comme médecin.

Ces hommes assassinés dans les caves de Duke Street étaient des résistants venus du continent, mais n'admettant pas la politique caennaise des dirigeants du B.C.R.A. Qu'on ne dise pas que De Gaulle ne savait pas, désapprouvait, etc. Les crimes du B.C.R.A. étaient de notoriété publique à Londres. A plusieurs reprises, les autorités anglaises ont intervenues pour empêcher le B.C.R.A. et ainsi pour étouffer certains scandales qui faisaient trop de bruit. Les tribunaux

laisaient aucun doute qu'il s'agit d'un suicide simulé !

4° Le docteur Ségat était médecin chef de la place de Londres pour les F.R.L. Il fut des démolés tragiques avec le B.C.R.A. pour avoir refusé de délivrer des « permis d'inhumer » pour des « suicidés » trouvés dans les caves de Duke Street. L'affaire fit grand bruit et obligea de protéger le docteur Ségat auquel le B.C.R.A. « monta une affaire », « découvrant » qu'il n'avait pas les diplômes suffisants pour exercer comme médecin.

Ces hommes assassinés dans les caves de Duke Street étaient des résistants venus du continent, mais n'admettant pas la politique caennaise des dirigeants du B.C.R.A. Qu'on ne dise pas que De Gaulle ne savait pas, désapprouvait, etc. Les crimes du B.C.R.A. étaient de notoriété publique à Londres. A plusieurs reprises, les autorités anglaises ont intervenues pour empêcher le B.C.R.A. et ainsi pour étouffer certains scandales qui faisaient trop de bruit. Les tribunaux

laisaient aucun doute qu'il s'agit d'un suicide simulé !

4° Le docteur Ségat était médecin chef de la place de Londres pour les F.R.L. Il fut des démolés tragiques avec le B.C.R.A. pour avoir refusé de délivrer des « permis d'inhumer » pour des « suicidés » trouvés dans les caves de Duke Street. L'affaire fit grand bruit et obligea de protéger le docteur Ségat auquel le B.C.R.A. « monta une affaire », « découvrant » qu'il n'avait pas les diplômes suffisants pour exercer comme médecin.

Une menace suspendue sur la tête des travailleurs

Dix jours sans pain ?

DIX-HUIT, puis vingt-cinq boulangeries ont fermé la semaine dernière, à Paris. Vingt-cinq sur quatre mille. Le poignant avis, « Fermeture pour manque de farine », n'a fait, paraît-il, qu'une apparition « provisoire ». C'est l'effet d'un petit retard dans la livraison...

En attendant, le pain que l'on nous livre devient chaque jour plus noir. Le pain Gouin-Longchambon ne contient que 65 % de froment et il remplace le sarrasin, du seigle, de l'orge et même du maïs et du soja.

Si, au hasard des « petites nouvelles », vous apprenez que des régions entières (comme la Haute-Vienne ou l'Allier) manquent à tour de rôle de pain, si l'on vous écrit qu'en Normandie, par exemple, on a ramené la ration à 150 grammes par jour et par habitant, ne vous inquiétez pas...

Mais, tout de même, que se passe-t-il avec notre pain quotidien ?

La première « fuite »
La nouvelle récolte, que l'on annonce « brillante », ne donnera qu'en août.

Mais, au fait, la récolte de 1945 avait été qualifiée également de « brillante ». A tel point que les services officiels de M. Pineau nous annonçaient triomphalement, à la veille des élections d'octobre 1945, qu'avec une telle récolte et avec les importations d'Amérique, la carte de pain serait devenue inutile.

La récolte de blé de 1945 avait été estimée à 43 millions de quintaux. De ces 43 millions, on a collecté jusqu'à présent quelque 25 millions de quintaux ; le reste de 18 millions étant distribué comme suit :

8 millions pour les semences de blé,
4 millions retenus par les paysans sous forme de farine,
6 millions disparus sans laisser de traces...

Six millions de quintaux « volatilisés ». Où sont-ils passés ? Les gros bonnets, les seuls qui puissent « stocker » à la campagne, n'ont pas livré la totalité de leur blé. Et il ne s'agit pas seulement de 6 millions de quintaux.

En fait, reconnait même le Monde, le chiffre de la récolte est sous-estimé... 4 à 5 millions de quintaux échappent à la statistique.

Les autres « fuites »
Cependant, si l'on ajoute aux 25 millions de quintaux récupérés de la collecte les quelque 17 millions de quintaux importés jusqu'à présent, on arrive tout de même à un total de

42 MILLIONS DE QUINTAUX.
Or, si l'on compare ce chiffre aux 33 millions de quintaux collectés en 1941 et aux 38 millions collectés en 1942, on arrive à la conclusion ahurissante que le pays aurait consommé, en deux mois (de septembre 1945 à mai 1946) davantage que pendant les douze mois de 1941 ou de 1942, alors que le pays supportait en plus la charge d'une armée d'occupation !

Quelle gigantesque fuite a dû avoir lieu dans le « circuit commercial » ?

Des millions de quintaux de blé et de farine ont disparu dans le « circuit commercial » sur lequel, les statistiques, les lettres de croquis réformistes, les rapports honteux de feu Tixier, le ministre socialiste, rien ne rendra jamais l'impressionnée plainte des femmes, enfants, vieillards, victimes de ce massacre prémédité et froidement achevé.

Dix jours sans pain ?
Pour combler les « trous » de la collecte, des importations, de « fuites » de toute sorte, le gouvernement Gouin-Thorez-Gay n'a plus trouvé que deux moyens :

1° Il « triche » avec les régions ;
2° Il avilit le pain.

De temps en temps, des boulangeries ferment, des régions « font des économies » sur le dos de leur population, et la sinistre farce continue. Le pain devient rare et... inimaginable.

(Lire la suite en page 3.)

A Alger les crimes continuent
La Gestapo gaulliste ne limite pas son activité à Londres ni à Paris. A Alger aussi les tortionnaires du B.C.R.A. furent à l'œuvre. « Télé-Soir » du 16-4-46 nous donne le témoignage d'un résistant qui, à Alger, « passa » entre les mains du B.C.R.A. : « Première séance de torture ; coups à la figure, au ventre, déshabillage, obligation de tenir des fils électriques sur le nez, égratignures, coups de pied dans le dos... »

« On m'entraîna le fil électrique dans l'anus... » « On me frappa sur la tête avec un objet dur... » « Nous en passâmes. On a déjà vu ça quelque part. »

En octobre 1944, deux mois après la libération, le B.C.R.A. poursuivit ses crimes. Sur le bateau « Batory » allant d'Alger en France, le nommé Maunier prit place, le 15 octobre avec sa femme et ses trois enfants. Il avait remis à sa femme une lettre pour Pelabou (l'adjoint de Passy) en lui disant : « Si l'Algérie est libérée, remets cette lettre à Pelabou, car je viens de découvrir sur le B.C.R.A. des choses monstrueuses. Je ne peux croire que Pelabou soit également complice. »

En mer, faisant irruption dans sa cabine, quatre hommes en blouses blanches se jetèrent sur lui, immobilisèrent et l'entraînèrent à l'infirmerie. Nul ne le revit vivant. (A suivre.)

3 N°s : 10 frs
Devant le succès de notre campagne d'abonnement à 10 francs, et à la demande de nombreux souscripteurs, il a été décidé que le bénéfice de ces abonnements s'étendra à tous ceux qui en feront la demande avant le 2 juin.

Rendez service à vos camarades du P.S., du P.C.P. et vos amis, en les abonnant pour trois numéros à la « Vérité ».

Adressez-nous leurs noms et adresses accompagnés de 10 francs en timbres-poste.

LE P.C.I. va commémorer la Commune de Paris

Le Parti Socialiste et le Parti Communiste français ont décidé de reporter après les élections la commémoration du Mur des Fédérés. Réformistes et staliens sont animés par des soucis électoralistes bien compréhensibles : la Commune de Paris a une telle signification révolutionnaire qu'il ne serait pas très bon d'« effrayer » le corps électoral à quelques jours du 2 juin. Les leçons de lutte directe et d'internationalisme données par les communaux peuvent difficilement être rappelées par des partis qui collaborent chaque jour avec les agents des trusts et divisent la classe ouvrière sur le front international.

Le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE ne renie pas l'exemple de la COMMUNE. Bien au contraire. Il s'en inspire, comme s'en sont inspirés les bolcheviks russes, et c'est avec le drapeau rouge de la Commune qu'il se présente devant les électeurs.

Le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE commémorera, dimanche 26 mai, l'anniversaire des victimes ouvrières de la Commune, de ceux tombés sous les balles versaillaises de M. Thiers. Une délégation de notre parti sera, à 10 heures, au métro Père-Lachaise et ira porter une couronne au MUR.

JOIGNEZ-VOUS A NOTRE DELEGATION.

LIRE EN 4^e PAGE :

« La Commune de Paris ne s'avoue pas vaincue. »



« Si vous n'avez pas de pain... mangez des brioches »

POUR UNE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE ALGÉRIENNE

Malgré les tentatives gouvernementales de camouflage des massacres qui ont ensanglanté les Constantinois en mai 1945, les responsabilités écrasantes du régime colonialiste français en Algérie sont peu à peu mises à nu.

35.000 assassinés (au lieu de 10.000 reconnus officiellement), 100.000 emprisonnés, des villages entiers dépeuplés, près de 300 exécutions sommaires dans la région de Chevrol pour un Français mort, 102 musulmans algériens sacrifiés par le sieur Achiari sur l'autel de l'Ordre colonialiste, remise de la Légion d'Honneur au boucher sus-nommé pour ses bons et loyaux services. Les chiffres, les statistiques, les lettres de croquis réformistes, les rapports honteux de feu Tixier, le ministre socialiste, rien ne rendra jamais l'impressionnée plainte des femmes, enfants, vieillards, victimes de ce massacre prémédité et froidement achevé.

97 % des terres cultivables aux mains des colons, dictature des compagnies (Compagnie gènerale Crédit foncier d'Algérie) sur des familles travaillant quatorze heures par jour, les familles paysannes livrées totalement à la terre et au colon, un mètre cinquante de tissu par an, les paysans algériens vêtus de toile de sac, vendant à tisser, lait condensé et chocolat au marché noir pour survivre à grand-peine.

Pas de prolétariat spécialisé par suite de l'impossibilité pour une famille ouvrière de nourrir un enfant durant son apprentissage, une classe ouvrière réduite à une sorte de lumpen-prolétariat, essentiellement composé de manoeuvres.

Les « droits de l'homme » en Algérie
En dehors du droit de crever de faim, qui ne souffre pas de restrictions, AUCUNE liberté démocratique réelle n'existe en Algérie.

A part pour les colons ou les vendeurs à l'impérialisme français, il n'existe aucune liberté de réunion et d'organisation pour les groupements ou partis indigènes qui tentent de protester, même faiblement, ou d'exprimer la volonté du peuple algérien d'en finir avec ce régime. Pas de liberté de la presse. Même « Liberté » journal du parti communiste algérien, appendice obéissant du parti communiste français gouvernemental, doit être acheté et lu en cachette. Tri-queue des élections (voir l'invalidation des députés d'Oran). Malgré la reconnaissance formelle du droit syndical, il est impossible aux travailleurs agricoles, par exemple, de s'organiser.

Pas le droit d'enseigner la langue arabe. Pas de liberté du commerce. Inutile d'énumérer les interdictions. Il n'y a aucune des libertés généralement reconnues dans les métropoles impérialistes.

Quasi-impossibilité à un ouvrier algérien émigré en France de se faire rapatrier.

Les problèmes constitutionnels et le statut futur de l'Algérie
Devant ces faits, le P.S. et le P.C.F. ont parlé de démocratiser l'Algérie et de « renforcer l'union libre et fraternelle » entre celle-ci et la métropole. Pour eux, la nomination de quelques maires indigènes en Kabylie efface d'un trait de plume administratif le fait, pourtant évident pour ceux qui se réclament du marxisme qu'il n'y a pas de « démocratisation » possible tant que les fondements économiques du colonialisme subsistent. Pas de « démocratisation ».

« Renforcer l'union libre et fraternelle ? » De qui, avec qui ? de l'Algérie, des caïds et des Bendjeloul avec le frère de De Gaulle. P.R.L., M.R.P. ? ou de la classe ouvrière française avec le peuple algérien ?

L'union libre et « fraternelle » première manière, c'est-à-dire à la manière bourgeoise et réformiste, c'est celle des Bugeaud, des Tixier, et de ceux qui hurlaient avec les loups contre le parti du peuple «gérien» « fasciste », qui traînaient Messali Hadj dans la boue avant de réclamer démagogiquement sa libération.

Pour le peuple algérien, comme pour le Parti communiste internationaliste, il ne s'agit ni du double collège, ni du collège unique avec nationalité française, mais d'une Assemblée constituante algérienne, élue au suffrage universel et direct, seule qualifiée pour décider du statut futur de l'Algérie.

(Lire la suite en page 3.)



P.C.I. la bonne lessive...

CEUX QUI PORTERONT AUX ÉLECTIONS DU 2 JUILLET LE DRAPEAU ROUGE DU P.C.I. EN PROVINCE

1^{er} SECTEUR

DEMAZIERE Albert, fonctionnaire temporaire. BEAUFERRÉ Marcel, journaliste. MARGNE Charles, postier. GALETTE Pierre, cheminot. LAFIEVRE Henri, postier. ALINE Maurice, métallurgiste. KANN Madeleine, dame téléphoniste à la radio. GALLIENNE Jacques, instituteur. USCLAT Marguerite, institutrice. SAUJET Edith, employée aux P.T.T.

3^e SECTEUR

BLEIBTREU Marcel, secrétaire du P.C.I. CRAIPEAU Yvan, instituteur. FILIATRE Roland, métallo, Matsons-Alfort. PRADALES Pierre, employé. BORDES, métallo à Drancy. LAPLET Maurice, métallo. PAGOT Marie-Françoise, fille de salle. FEUILLET, typo. BENEJUAN, métallo. LEQUEAN Michel, terrassier.

5^e SECTEUR

FRANK Pierre, ingénieur. HENGER Pierre, métallurgiste. MASSON Albert, métallurgiste. RAMBAUD Marcelle, ouvrière métallurgiste. MONIER Roger, métallurgiste. MANSION Maurice, métallurgiste. LESOURD Paul, métallurgiste. MOSER Roger, métallurgiste.

80 candidats défendent dans 11 circonscriptions à Paris (3 secteurs), dans le Finistère, la Gironde, le Puy-de-Dôme, Lyon, l'Isère, la Marne, le Lot-et-Garonne et la Savoie) le programme du Parti. 4.500.000 électeurs environ recevront nos circulaires. Plus de 300 réunions publiques seront tenues par le Parti dans ces circonscriptions. 1.600.000 francs de caution nous ont été imposés. Des dizaines de milliers d'affiches populariseront notre programme auprès des travailleurs des villes et des champs. Par nos émissions à la radio nous nous adresserons au monde entier. L'effort du Parti est d'autant plus remarquable si on le compare à la situation du 21 octobre 1945 où nous n'avons pu présenter que deux listes.

Lecteurs de la « Vérité », amis, sympathisants soutenez l'effort du Parti Communiste Internationaliste, section française du Parti Mondial de la Révolution Socialiste (Quatrième Internationale). (Dans le prochain numéro, nous publierons la suite des biographies de nos candidats.)

FINISTÈRE

LE DEM Alain, artisan bourellier. GUYOUVÉY Emile, employé. CALVOT André, rédacteur à « La Vérité ». RONEL Eliane, modiste. Déportée en 1943 à Ravensbruck. TREVIER Gérard, charpentier-tailleur. FAUGAS Anne-Marie, institutrice. LESTIC Jean, ajusteur. METAYER Marguerite, employée. Déportée en 1944 à Ravensbruck. LE BRIS Désiré, ajusteur à la S.N.C.F.

ISÈRE

SCHWARTZ Laurent, chargé de cours en faculté. MARTEL Charles. FILIATRE Yvonne, secrétaire. FABRE Henri, interne des hôpitaux. BOURGET, ouvrier. RAFFIN Antoine, ouvrier.

PUY-DE-DÔME

BLOCH Gérard, boursier de licence. Mme LAFONT Antonia, institutrice. GAILLOT Auguste, ouvrier maçon. ROS Angelos, ouvrier du bois. CHABRIERE Henri, cheminot. TExIER Guy, administrateur du journal « La Vérité ». BLOCH Gérard, vingt-cinq ans, boursier de licence. Adhérent aux J.S.R. en 1938, puis au P.O.I. en octobre 1938.



DEMAZIERE Albert, Claude, trente et un ans, fonctionnaire temporaire. Licencié en droit et en lettres. Membre du comité Amsterdam-Pleyel des étudiants antifascistes, en 1935. Adhère au parti en 1936. Suspendu de ses fonctions dans l'enseignement après la grève du 20 novembre 1938. Après sa démobilisation, en août 1940, participe à la reconstitution illégale du P.O.I. en zone Sud. Arrêté le 2 juin 1942, il est incarcéré au fort de Saint-Nicolas, à Marseille, condamné aux travaux forcés à perpétuité en 1942. Emprisonné à Marseille, Lodève, Marjao et au Puy, il s'évade le 2 octobre 1943, avec l'aide du maquis d'Auvergne. Il milite ensuite dans le P.C.I. dont le Congrès l'élit au comité central et au bureau politique. Actuellement membre du conseil syndical de section (services centraux, ministère du Ravitaillement).



BLEIBTREU Marcel, quarante ans, ingénieur. En 1925, il adhère au parti communiste (S.F.I.C.). Exclu comme trotskyste en 1929, à la fondation de la Vérité; depuis cette date, aux postes de direction nationale des bolchévistes-léninistes et, en plusieurs circonscriptions, internationale. Plusieurs condamnations en France pour activité politique. En mai 1939, neuf mandats d'arrêt l'obligent à passer dans l'illégalité. Il s'exile à nouveau, pendant la guerre, en Angleterre, où continue son activité militante avec les trotskystes anglais. Arrêté en 1940, il est autorisé, puis détenu par les autorités britanniques pendant trente-neuf mois. Revient en France en mars 1945. Arrêté à nouveau, le tribunal le condamne à un an de prison avec sursis pour son activité d'avant 1939. Participe à la Conférence mondiale de la IV^e Internationale, en avril 1946. Membre du bureau politique.



MASSON Albert, vingt-six ans, fraiseur. Pendant l'occupation, milite dans le P.C.F. et dans les syndicats illégaux. A la libération, dans les milices. Après les discours de Thorez et de Join, rejoint les rangs de la IV^e Internationale. S'active dans le mouvement ouvrier révolutionnaire. Membre du Comité central de la Vérité clandestine avec le camarade Hic. Dirige la direction des Jeunes socialistes révolutionnaires. En 1935-36, est secrétaire de la section de Valenciennes. En 1938, comme secrétaire de la section de Valenciennes. Emprisonné pendant trois mois à Fresnes en octobre 1943. A été commissaire révolutionnaire pendant les temps difficiles de la Résistance. En 1944, est élu secrétaire de la section de Valenciennes. En 1945, est élu secrétaire de la section de Valenciennes. En 1946, est élu secrétaire de la section de Valenciennes.



SCHWARTZ Laurent, chargé de cours en Faculté, chargé du cours Pecaut au Collège de France. ALAIN LE DEM DENZEAU René. MEURIS Jacques. JACQUES Constant. GIRONDE Mme FORCADA Madeleine. CHAUVIN Jean. CORVIN Mathias. Mlle GERHIN Georgette. Mme BRUNET André. CROST Robert. WEINFELD. BILLARD. CLEMENCEAU Max. RHONE PAILET Marc. RIVIERE Félix. Mme BUSSARD Simone. PEYRAUD René. BREGER André. Mlle THEVENET Emilie. CHAUDET Louis. TAYNE Henri.



PARISOT Paul, journaliste. MEILHAC Gilbert, technicien. BOREL, étudiant. Membre du comité régional de la zone Sud de décembre 1944 à juin 1942. Arrêté le 5 juin 1942 dans l'Affaire des trotskystes de Lyon et de Marseille. Condamné le 9 septembre 1942, par le tribunal militaire de la 14^e région, à douze ans de travaux forcés pour activité « communiste » (IV^e Internationale), tentative de reconquête du parti trotskyste en zone Sud, etc. Détené dans différentes prisons françaises de la zone Sud... Déporté à Dachau en juin 1943. Elu membre suppléant du C.C. par le deuxième Congrès du P.C.I.

RÉUNIONS ÉLECTORALES

A PARIS La permanence électorale du P.C.I. dans la 5^e circonscription se tiendra à PUTEAUX, Salle Tholozan, 62, rue Jean-Jaurès (Tél. : LON. 05-13), tous les jours, de 18 à 20 heures. ISÈRE Vendredi 24 mai. — 20 h. 30, Reims (Cours Arrouville). Samedi 1^{er} juin. — 20 h. 30, Châlons. Lot-et-Garonne Samedi 26 mai. — Pont-de-Clair, 18 heures; Ville, 20 h. 30. Mardi 28. — La Motte-d'Avellan, 18 h.; La Mure, 20 h. 30. Mercredi 29. — Domène, 18 h.; La Croix-Rouge, 18 h.; Lancey, 20 h. 30. Jeudi 30. — Grenoble, 20 h. 30 (salle du Vieux Manège). Vendredi 31. — Fontcharra, 20 h. 30; Allevard, 18 h. Cette liste est incomplète. SAVOIE Lundi 27. — Saint-Michel-de-Maurienne, 18 h.; Saint-Jean-de-Maurienne, 20 h. 30. Mardi 28. — Chambéry (salle de la Grenette), 20 h. 30. Mercredi 29. — Ugine, 20 h. 30. Vendredi 31. — Notre-Dame-de-Briancourt, 20 h. 30.

GALLETTI Pierre, du 17^e. Participe à l'activité des syndicats illégaux. Organisateur de la grève à la gare de Paris - Vaugirard. Membre du Comité central de grève. Participe à la libération du groupe de Vaugirard. Reorganisation de chemin de fer du syndicat de Paris-Ouest R. G. en 1934. Ancien secrétaire du groupe de Jeunes socialistes R. G. LAFIEVRE Henri, liaison avec le parti depuis 1941. Militant du parti S.F.I.O. de 1930 à 1938 comme secrétaire de la section de Valenciennes. Emprisonné pendant trois mois à Fresnes en octobre 1943. A été commissaire révolutionnaire pendant les temps difficiles de la Résistance. En 1944, est élu secrétaire de la section de Valenciennes. En 1945, est élu secrétaire de la section de Valenciennes. En 1946, est élu secrétaire de la section de Valenciennes.

MONIER Roger, 25 ans, Ouvrier tourneur. Entré au Parti en 1942. Déporté en Allemagne en juin 1943 jusqu'en 1945. A été les bases d'un groupe ouvrier révolutionnaire au camp de Berlin - Marienfeld. Dans le 1^{er} secteur V^e arrondissement. — 27 mai, à 20 h. 30, école des garçons, 41, rue de l'Arbalète. — 31 mai, à 20 heures 30, école des filles, 21, rue de Pontoise. VI^e arrondissement. — 29 mai, à 20 h. 30, rue du Pont-de-Lodi. VII^e arrondissement. — 30 mai, à 20 h. 30, école, 6, rue Cler. XIII^e arrondissement. — 25 mai, à 20 h. 30, école de filles, 13, rue Fagon. — 27 mai, à 20 h. 30, école de garçons, 5, rue de la Providence. — 28 mai, à 20 h. 30, 5, rue Damesne. — 30 mai, à 20 h. 30, école de garçons, 121, rue de Pataxy. XIV^e arrondissement. — 25 mai, à 20 h. 30, 93, rue de l'Oratoire. — 28 mai, à 20 h. 30, école de filles, rue Durouchoux. — 1^{er} juin, à 20 h. 30, école de garçons, 9, rue Maurice-Rouvier. XV^e arrondissement. — 24 mai, à 20 h. 30, école de filles, 7, rue Balard. — 25 mai, à 20 h. 30, école de filles, 25, rue Donbassé. — 31 mai, à 20 h. 30, école de garçons, 7, rue Lacordaire. La permanence électorale, pour le premier secteur, se trouve 39, rue Daguerre, Paris (14^e) (Métro Denfert-Rochereau).

DIVISEURS?

CERTAINS travailleurs nous disent : vous avez raison et nous sommes d'accord avec vous, mais, en votant pour vous, nous risquons de les empêcher de passer. Certains, nous avons mûrement réfléchi avant de décider. Nous avons fait plus d'une preuve de notre volonté d'unité ouvrière. Dans toutes les luttes, par exemple contre le fascisme, nous sommes au premier rang pour l'unité d'action. Au référendum, malgré son caractère antiouvrier et antidémocratique, nous avons mené campagne pour le OUI, face à la coalition des partis bourgeois. Dans ces élections mêmes, par exemple, nous n'avons pas de candidats, nous demandons que l'on vote pour les candidats du P.C.F. et du parti socialiste. Mais cela ne nous empêche pas de mener campagne pour notre propre programme et pour faire élire nos candidats sur ce programme. Réfléchissez, camarades. Là où le P.C.F. ou le P.S. n'ont pas assez de voix pour avoir un élu, disons en Vendée ou dans le Cantal, est-ce qu'ils se retirent de la lutte pour ne pas être des voix à l'autre parti? Non, n'est-ce pas. Alors pourquoi voudriez-vous que, sans leur parti, nous ne pourrions pas représenter la seule voix révolutionnaire dans le pays? Pourquoi voudriez-vous qu'ils fasse son harçiri? Et pourquoi voudriez-vous qu'ils fasse cadeau des voix des candidats révolutionnaires pour élire vos députés alors que vous dépensez, une fois élus, tout ce que de leur voix, font cadeau de leur voix au parti bourgeois? comment ne pas voir que la seule façon de ne pas perdre son bulletin, c'est de voter pour un candidat communiste internationaliste qui, lui, ne fera cadeau de ses votes à aucun parti bourgeois et qui sera élu à la Chambre le porte-parole intrinsèque des intérêts des travailleurs. Yvan CRAIPEAU.

SAVOIE

PARISOT Paul, journaliste. MEILHAC Gilbert, technicien. BOREL, étudiant. Membre du comité régional de la zone Sud de décembre 1944 à juin 1942. Arrêté le 5 juin 1942 dans l'Affaire des trotskystes de Lyon et de Marseille. Condamné le 9 septembre 1942, par le tribunal militaire de la 14^e région, à douze ans de travaux forcés pour activité « communiste » (IV^e Internationale), tentative de reconquête du parti trotskyste en zone Sud, etc. Détené dans différentes prisons françaises de la zone Sud... Déporté à Dachau en juin 1943. Elu membre suppléant du C.C. par le deuxième Congrès du P.C.I.

MEMBRE DU COMITÉ RÉGIONAL DE LA ZONE SUD DE DÉCEMBRE 1944 À JUIN 1942. Arrêté le 5 juin 1942 dans l'Affaire des trotskystes de Lyon et de Marseille. Condamné le 9 septembre 1942, par le tribunal militaire de la 14^e région, à douze ans de travaux forcés pour activité « communiste » (IV^e Internationale), tentative de reconquête du parti trotskyste en zone Sud, etc. Détené dans différentes prisons françaises de la zone Sud... Déporté à Dachau en juin 1943. Elu membre suppléant du C.C. par le deuxième Congrès du P.C.I.

USCLAT Marguerite, trente-quatre ans, institutrice. Adhère au parti en avril 1945. Évacuée en 1939. Militante du Comité des 1938. Arrêtée 3 mai 1945 par le 2^e bataillon Croix-Rouge sud. Condamnée à cinq ans de prison. Déportée le 16 mai 1944 à Ravensbruck (une semaine) et ensuite à Ravensbruck (six semaines). Enfin, le 20 mai 1945, elle est libérée de ce camp. Responsable du conseil syndical de section de Valenciennes. En 1944, est élu secrétaire de la section de Valenciennes. En 1945, est élu secrétaire de la section de Valenciennes. En 1946, est élu secrétaire de la section de Valenciennes.

UN SCANDALE INADMISSE Les municipalités staliniennes veulent empêcher notre campagne électorale. Dans le 3^e secteur de la Seine (Généraliste de Goussier, Nantier et la Garonne-Colombes ont refusé, sans aucun motif, de nous donner les locaux scolaires pour notre campagne électorale. Le maire de Goussier nous fait savoir qu'il ne veut pas nous recevoir. Dans le 5^e secteur de la Seine (Généraliste de Goussier, Nantier et la Garonne-Colombes ont refusé, sans aucun motif, de nous donner les locaux scolaires pour notre campagne électorale. Le maire de Goussier nous fait savoir qu'il ne veut pas nous recevoir. Dans le 5^e secteur de la Seine (Généraliste de Goussier, Nantier et la Garonne-Colombes ont refusé, sans aucun motif, de nous donner les locaux scolaires pour notre campagne électorale. Le maire de Goussier nous fait savoir qu'il ne veut pas nous recevoir.)

Passez aux permanences du P.C.I.

Région parisienne : 19, rue Daguerre (au fond de la cour), Paris-14^e. Tous les jours de 15 h. à 19 h. 30, et le dimanche de 10 h. à 12 heures. LYON : Café, 4, rue de Marseille. Tous les samedis, de 16 h. à 19 heures. Bordeaux : 34, cours Aristide-Briand. Bar de la Bourse. Samedi après-midi et dimanche matin. Nantes : Café de Bretagne, place de Bretagne. Tous les samedis de 15 h. à 18 heures. Grenoble : Café Mayonnaise, place Bichatel (ex-place Malakoff). Samedi, de 17 h. à 19 heures. Clermont-Ferrand : Place Galliard. Samedi, de 17 h. à 19 heures. Saint-Rémy : Place du Peuple, Café de la Bourse. Samedi de 17 h. à 19 heures. Lille : Café-Hôtel des Buissons, 35, rue des Buissons. Tous les dimanches, de 9 h. à 12 heures. Marseille : Bar-députation Noailles, angle gare de St-Vieille Bourse du Travail. Samedi de 17 h. à 20 heures. ANGERS : le dimanche matin chez Tullon, 61, rue Victor-Hugo. NICE : Écrire à Gérard Travien, 89, rue du Guémeur, Brest-St-Marc. NICE : Bar à Chex Bernard, 48, avenue Borghignon. Samedi de 18 h. à 21 h. 30. Dimanche de 10 h. 30 à 12 h. 30. Tous les samedis à la souscription doivent être faits au compte courant postal : Demaziere 482572 Paris.

Continuez à soutenir les efforts du Parti

On a les souscripteurs que l'on mérite !

Marcel Bloch, le distingué fabricant d'engins de mort, gagne des millions grâce au travail acharné des ouvriers qu'il exploite. Cette semaine, il vient de verser 100.000 francs à la souscription électorale du Parti Communiste français (c. Humi. n. du 16 mai). Cette semaine, il vient de verser 100.000 francs à la souscription électorale du Parti Communiste français (c. Humi. n. du 16 mai). Cette semaine, il vient de verser 100.000 francs à la souscription électorale du Parti Communiste français (c. Humi. n. du 16 mai).

SAUJET Edith, trente-neuf ans, institutrice. Adhère au parti en avril 1945. Évacuée en 1939. Militante du Comité des 1938. Arrêtée 3 mai 1945 par le 2^e bataillon Croix-Rouge sud. Condamnée à cinq ans de prison. Déportée le 16 mai 1944 à Ravensbruck (une semaine) et ensuite à Ravensbruck (six semaines). Enfin, le 20 mai 1945, elle est libérée de ce camp. Responsable du conseil syndical de section de Valenciennes. En 1944, est élu secrétaire de la section de Valenciennes. En 1945, est élu secrétaire de la section de Valenciennes. En 1946, est élu secrétaire de la section de Valenciennes.

18 MARS 1871

LA COMMUNE DE PARIS ne s'avoue pas vaincue, elle aura sa revanche

28 MAI 1871

L'œuvre de la Commune



« Nous saluons dans la Commune l'aube, quoique bien pâle, de la première république prolétarienne. »

Léon TROTSKY

Les leçons de la Commune

★ La répression versaillaise

« Pas de prisonniers ! Accordez aux braves soldats la liberté de venger leurs camarades en faisant sur le théâtre et dans la rage de l'action ce que de sang-froid ils ne voudraient plus faire le lendemain... »

★ Les fautes de la Commune

« Malgré toutes ses fautes, la Commune est le plus grand des exemples que nous ait donnés le plus grand des mouvements prolétariens du XIX^e siècle... »

★ Sous le Drapeau de la Quatrième Internationale

« La Commune a été faible. Pour achever son œuvre, nous sommes devenus forts. On a écrasé la Commune. Nous portons coup sur coup à ses bourreaux... »



Flourens, Varlin et Dombrowski, trois des héros de la Commune assassinés par les Versaillais

Pour nous, Parti Communiste Internationaliste, la fidélité à la Commune ne consiste pas seulement à incliner devant les tombes de dizaines de milliers d'ouvriers assassinés par la bourgeoisie...

La garde nationale prend le pouvoir

Le 18 mars, sans effusion de sang, le pouvoir passa des mains de M. Thiers, de ses fonctionnaires, de sa police et de son armée à celles de la garde nationale, c'est-à-dire de la petite bourgeoisie appuyée par le prolétariat.

Le prolétariat international aux côtés des Communards

En particulier, la Commune fut le symbole même de l'internationalisme prolétarien. Son drapeau fut le drapeau rouge des prolétaires du monde. Elle fit abattre la colonne Vendôme comme « symbole du chauvinisme et de la haine des peuples ».

Des mesures révolutionnaires

Malgré ses divisions intestines, malgré la brièveté de son existence, la Commune démontra parfaitement que les mesures qu'elle appliqua ce qu'elle était, c'est-à-dire, certes imparfaitement, mais réellement, un Etat prolétarien naissant.

★ Les héritiers des Versaillais

1871. Thiers et Galliflet fraternisent avec le Prussien Bismarck qui libère 100.000 prisonniers français afin d'aider Versailles à écraser la Commune.

Une trop grande magnanimité

Des fautes compromirent la victoire des prolétaires parisiens. Ces fautes, voici comment Léline les apprécie : « Le prolétariat s'arrêta à mi-chemin : au lieu de procéder à l'expropriation des propriétaires... »

Construire le Parti de la Révolution

Les groupes français de l'Association internationale des travailleurs (I^{re} Internationale) étaient encore faibles. Le fait qu'à la tête du mouvement de la Commune ne se trouvait pas un parti solide cohérent et agissant avec hardiesse devait inévitablement le conduire à sa perte.

★ La Commune démocratique et laïque

29 mars. — Suppression de l'armée permanente, instrument aveugle des classes dirigeantes. La Garde Nationale lui est substituée, c'est-à-dire le peuple en armes nommant et révoquant démocratiquement ses chefs.

★ La Commune socialiste

29 mars. — Suspension du paiement des loyers afin que « la propriété fasse au pays sa part de sacrifices ».

★ La Commune internationaliste et antimilitariste

30 mars. — Considérant que le drapeau de la Commune est devenu la bannière fédérée des assassinés de Versailles, la Commune déclare que les étrangers élus peuvent être admis dans son sein et vote l'admission du citoyen Frankel (hongrois).

Le Congrès du Syndicat américain de l'Automobile

Pour terminer notre série d'articles sur les travaux de la conférence mondiale de la IV^e Internationale, tenue au mois d'avril dernier à Bruxelles, il nous reste à résumer la réponse apportée par cette conférence à des questions qui sont d'une préoccupation brûlante pour tous ceux qui suivent les luttes ouvrières.

La vitalité des partis de la IV^e Internationale La conférence a noté en premier lieu la capacité des jeunes partis de cadres de la Quatrième à résister fermement à tous les obstacles placés sur leur route.

Le développement du mouvement ouvrier américain, noté dans l'article de J. P. (Vérité du 26 avril) continue. Le récent congrès des ouvriers de l'auto (UAW-CIO) a une grande importance.

Le développement du mouvement ouvrier américain, noté dans l'article de J. P. (Vérité du 26 avril) continue. Le récent congrès des ouvriers de l'auto (UAW-CIO) a une grande importance.

Le développement du mouvement ouvrier américain, noté dans l'article de J. P. (Vérité du 26 avril) continue. Le récent congrès des ouvriers de l'auto (UAW-CIO) a une grande importance.

Le développement du mouvement ouvrier américain, noté dans l'article de J. P. (Vérité du 26 avril) continue. Le récent congrès des ouvriers de l'auto (UAW-CIO) a une grande importance.

La Commune n'est pas morte

On l'a tué à coups d'chassepot, à coups de mitraillette, et tout de même on ne peut pas l'enterrer dans la terre orgueilleuse. Et la torche des bourgeois gras se croyait la plus forte. Tout ça n'empêchait pas Nicolas, Qu'la Commune n'est pas morte ! Eugène POTTIER.

LA CONFÉRENCE MONDIALE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Bureau de Londres sans aucun bruit s'efforçait, la IV^e Internationale à continuer le combat. Une répression féroce frappait ses rangs dans tous les pays ; les gouvernements qui se faisaient la guerre se retravaient dans la lutte contre le « trotskysme ».

Le Manifeste condense à nouveau ce programme en quelques phrases. Il salue les travailleurs des pays coloniaux. Il appelle les travailleurs des nations « démocratiques » à lutter contre les plans élaborés par leurs exploitateurs contre les masses des Etats vaincus.

Le Manifeste condense à nouveau ce programme en quelques phrases. Il salue les travailleurs des pays coloniaux. Il appelle les travailleurs des nations « démocratiques » à lutter contre les plans élaborés par leurs exploitateurs contre les masses des Etats vaincus.

Le Manifeste condense à nouveau ce programme en quelques phrases. Il salue les travailleurs des pays coloniaux. Il appelle les travailleurs des nations « démocratiques » à lutter contre les plans élaborés par leurs exploitateurs contre les masses des Etats vaincus.

Le Manifeste condense à nouveau ce programme en quelques phrases. Il salue les travailleurs des pays coloniaux. Il appelle les travailleurs des nations « démocratiques » à lutter contre les plans élaborés par leurs exploitateurs contre les masses des Etats vaincus.

Des personnalités américaines adressent un câblogramme à Nuremberg

Plus d'une centaine d'Américains bien connus, leaders de syndicats, écrivains, professeurs, prêtres et hommes politiques, ont adressé le 26 mars un câblogramme au tribunal international militaire à Nuremberg, Allemagne.

Plus d'une centaine d'Américains bien connus, leaders de syndicats, écrivains, professeurs, prêtres et hommes politiques, ont adressé le 26 mars un câblogramme au tribunal international militaire à Nuremberg, Allemagne.

Plus d'une centaine d'Américains bien connus, leaders de syndicats, écrivains, professeurs, prêtres et hommes politiques, ont adressé le 26 mars un câblogramme au tribunal international militaire à Nuremberg, Allemagne.

Plus d'une centaine d'Américains bien connus, leaders de syndicats, écrivains, professeurs, prêtres et hommes politiques, ont adressé le 26 mars un câblogramme au tribunal international militaire à Nuremberg, Allemagne.

Plus d'une centaine d'Américains bien connus, leaders de syndicats, écrivains, professeurs, prêtres et hommes politiques, ont adressé le 26 mars un câblogramme au tribunal international militaire à Nuremberg, Allemagne.

LE VENGEUR. Proclamation de la Commune. Textes révolutionnaires et slogans.

LA VERITE. Hebdomadaire du P. C. I. 19, rue Daguerre, Paris-14. Rédacteur en chef-gérant Maurice JUILLIA. Administrateur Guy TETIER. Adresser prolovement tous les correspondances 19, rue Daguerre, Paris-14. Le gérant : M. JUILLIA.